

Tourisme et changement climatique : affronter les défis communs

Considérations préliminaires de l'OMT
octobre 2007

Fonte des calottes glaciaires, pluies torrentielles, tempêtes tropicales de catégorie 5, inondations, sécheresses et incendies. Les preuves du changement climatique sont incontournables et les nouvelles concernant le réchauffement de la planète indiquent qu'il y a crise. Le changement du climat touche déjà de nombreuses destinations touristiques et modifie les décisions des voyageurs. Mais le tourisme a-t-il sa part de responsabilité dans le réchauffement mondial ? Et le secteur agit-il de façon judicieuse en s'associant aux efforts internationaux pour lutter contre cette menace qui pèse sur le monde entier ? Le présent document d'orientation de l'Organisation mondiale du tourisme examine les liens entre le tourisme et le changement climatique ainsi que quelques solutions possibles et une démarche d'intervention responsable à l'échelle du secteur.

Introduction

Les touristes aiment qu'il fasse beau. Peu nombreuses sont les activités économiques autres que le tourisme qui dépendent autant du climat. La plupart des activités touristiques ont lieu dehors. Aussi un environnement sain et des conditions météorologiques favorables sont-ils indispensables à la satisfaction du visiteur et fondamentaux pour le maintien du succès de toute destination touristique.

Bien que la question du changement climatique soit traitée depuis longtemps par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et par l'ensemble du système des Nations Unies, c'est cette année qu'elle est apparue au premier plan des préoccupations internationales lorsque le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a confirmé que le réchauffement de la planète était « sans équivoque ». Le GIEC met en garde contre le fait que le réchauffement ayant pour cause probable les activités humaines qui émettent des gaz à effet de serre aura pour effet d'élever la température de la Terre entre 1,8 et 4 °C d'ici à la fin du siècle.

Même si toutes les émissions de gaz à effet de serre étaient brusquement arrêtées demain, ce sur quoi on ne peut compter, l'avis du GIEC est que l'inertie du régime climatique de la Terre est telle que le réchauffement de la planète se poursuivrait pendant plusieurs décennies en raison de la quantité de gaz libérée jusqu'à présent dans l'atmosphère.

Le tourisme ne peut échapper à ce phénomène. Il existe déjà des destinations qu'affecte le changement climatique et les citoyens sont de plus en plus sensibles à l'impact sur l'environnement de leurs décisions en matière de mode de vie, y compris quand il s'agit de choisir où aller en vacances.

Comme lors de toutes les décisions, il est essentiel de mettre en balance les coûts et les avantages. Dans le cas du tourisme, la part du secteur dans les émissions de gaz à effet de serre, transport aérien compris, équivaut grosso modo à sa contribution à l'économie mondiale : environ 5 %.

Néanmoins, le tourisme offre beaucoup d'autres avantages importants. C'est l'un des meilleurs moyens connus de redistribuer la richesse des pays nantis aux pays démunis, des zones urbaines aux zones rurales et du Nord au Sud. En outre, il encourage utilement la protection des centres d'intérêt naturels et du patrimoine culturel du monde.

Les dépenses des touristes internationaux à l'étranger constituant des rentrées de devises, elles sont vitales dans la balance des paiements de nombreuses nations, surtout des petites îles et des pays du monde en développement.

L'OMT a établi que le tourisme est une des principales sources de rentrées de devises de 46 des 50 pays les moins avancés (PMA) du monde. En même temps, le tourisme y a un formidable potentiel d'emploi de leur population et de lutte contre la misère.

La reconnaissance du rôle du tourisme dans la réduction de la pauvreté en fait une composante importante du programme international de développement. De plus, le secteur touristique épouse les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies et contribue concrètement à leur réalisation.

S'agissant du changement climatique, le tourisme est-il victime ou coupable ? Le débat est complexe.

Institution chef de file du système des Nations Unies en matière de tourisme, l'OMT a fixé quatre buts au secteur pour l'aider à survivre au réchauffement de la planète et à réduire ses émissions de gaz à effet de serre : 1^o comprendre l'ampleur du problème et ce qui est en jeu ; 2^o prévoir les changements risquant de se produire sous l'effet du réchauffement du climat mondial ; 3^o s'adapter au nouvel environnement en train d'apparaître et 4^o réagir en s'associant aux efforts de la communauté internationale et en élaborant une feuille de route stratégique pour intervenir dès maintenant.

Le réchauffement de la planète est une crise à laquelle est confronté le monde entier et, puisqu'il est l'un des principaux secteurs de l'économie mondiale, le tourisme doit assumer sa part équitable de responsabilité et agir avec sérieux.

Comprendre l'ampleur du problème

Le changement climatique est provoqué par les gaz à effet de serre (GES) émis dans l'atmosphère, surtout lorsque l'on brûle des combustibles fossiles. Le dioxyde de carbone (CO₂) représente plus de 60 % de toutes les émissions de GES. Plusieurs autres gaz, dont le méthane et l'oxyde d'azote, contribuent également au réchauffement de l'atmosphère de la Terre. Toutefois, par souci de simplicité, l'évaluation des GES est exprimée généralement en émissions de CO₂. À part les émissions de gaz à effet de serre, les voyages en avion ont sur le ciel d'autres répercussions – telles les traînées de condensation et la formation de cirrus – qui restent difficiles à évaluer et suscitent des divergences entre scientifiques mais qui aggravent sans conteste le problème.

Selon l'étude que l'OMT a faite en association avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les émissions de CO₂ dues au tourisme international, tous modes de transport confondus, représentaient en 2005 un peu moins de 5 % du total mondial, soit 1 307 millions de tonnes.

Les transports représentent 75 % de toutes les émissions du secteur touristiques : les voyages en avion, environ 40 % ; le transport routier, 32 %, et les autres modes de transport, 3%. L'hébergement représente quelque 21 % du total des émissions du secteur du tourisme.

À elle seule, l'aviation est estimée représenter 2-3 % des émissions mondiales de GES. L'ensemble des transports en représente environ 14 % mais, évidemment, il comprend de nombreux déplacements sans rapport avec le tourisme, tels que le transport des marchandises et celui des banlieusards se rendant au travail et en revenant.

Émissions du tourisme international en 2005 (visiteurs de la journée compris)

	CO₂ (millions de tonnes)
Transport aérien	517
Autres transports	468
Hébergement	274
Activités	45
TOTAL	1 307
Total mondial	26 400
Part (%)	4,95

Sources : OMT et GIEC pour le total mondial

Il ressort aussi de l'étude de l'OMT – à paraître avant la fin de l'année – que les vacances sans voyage en avion augmentent à peine les émissions de GES par personne et par jour par comparaison aux congés pris chez soi.

Quant aux établissements d'hébergement, il s'avère que les grands hôtels sont à l'origine de davantage d'émissions que les pensions de famille, les appartements indépendants ou les campings, parce qu'ils consomment davantage d'énergie pour exploiter des équipements supplémentaires tels que restaurants, bars, piscines et installations de thermalisme. Il existe un rapport direct entre les émissions des activités touristiques et la quantité d'énergie consommée ayant pour origine les combustibles fossiles. Par exemple, le ski nautique entraîne plus d'émissions que la randonnée et il en va de même des parcs d'attractions comparés au rafting.

Cependant, le tourisme connaît une rapide expansion et ses émissions de GES suivront le même rythme, sauf adoption de mesures d'urgence.

En 2006, le nombre d'arrivées de touristes internationaux a atteint 846 millions. Les dépenses pour ces voyages internationaux, à l'exclusion des recettes du transport aérien, se sont élevées à plus de 500 milliards de USD. Quelque 45 % de ces touristes internationaux, soit 378 millions, ont rejoint leur destination en avion.

Les motifs des voyages étaient divers: quelque 16 %, soit 131 millions, étaient des voyages d'affaires ; les voyages d'agrément représentaient 51 % du total et les voyages pour rendre visite à des parents et amis, pour une cure ou un traitement médical ou pour un pèlerinage religieux, 27 %.

D'après la moyenne mondiale, il y a cinq fois plus de touristes voyageant dans leur pays de résidence qu'à l'étranger. Tourisme international et tourisme interne confondus, il y a donc eu l'an dernier plus de 5 milliards de visiteurs, chiffre à ne considérer que comme une approximation.

Voyages par mode de transport en 2005

	ARRIVEES INTERNATIONALES (millions)	%
Aérien	363,8	45,3
Par voie de terre	377,8	47,1
Par voie d'eau	58,1	7,2
Mode inconnu	2,7	0,3
TOTAL	802,4	

Source : OMT

Il est prévu qu'au cours des prochaines décennies, le tourisme progresse régulièrement à un rythme de 4 à 5 % par an. On s'attend à ce que les arrivées de touristes internationaux doublent en quinze ans pour atteindre 1,6 milliard en 2020. Les émissions dues au tourisme devraient aussi augmenter rapidement, de 152 % entre 2005 et 2035 s'il n'est pas pris de mesures concrètes pour les réduire.

Mises à part les émissions des transports, il importe de ne pas oublier que le tourisme est une activité relativement non polluante, que les gouvernements du monde entier encouragent pour remplacer l'industrie lourde.

Le tourisme est une activité transversale, qui touche de nombreux secteurs différents. Aussi est-il fréquent qu'il ne figure pas dans la ventilation des émissions par secteur. Avec sa part estimée de 5 % du total des émissions mondiales, il vient loin derrière l'agriculture (15 %) et il est comparable à l'industrie chimique.

Comme le tourisme est à ce point international et diversifié, réduire ses émissions de gaz à effet de serre sera plus compliqué que dans d'autres secteurs. Cette réduction requerra un plus large éventail de mesures à appliquer par de grandes sociétés comme par de petites entreprises familiales. Toutefois, si le secteur n'agissait pas, le concours de sa croissance et du réchauffement de la planète risquerait d'avoir de graves conséquences.

Prévoir les effets du réchauffement mondial sur le tourisme

L'ironie de la situation, c'est que le changement climatique peut avoir certains effets positifs sur le tourisme en prolongeant la saison d'été dans des pays septentrionaux comme le Royaume-Uni, le Canada ou la Fédération de Russie, voire peut-être en ouvrant de nouveaux sites dans les régions polaires auparavant inaccessibles. Cependant, tout compte fait, la plupart de ses effets sont extraordinairement négatifs et il ne faut pas les sous-estimer.

Les conséquences immédiates du réchauffement de la planète recensées par le GIEC comprennent des températures maximums plus élevées et davantage de jours de chaleur partout dans le monde, un plus grand nombre de violentes tempêtes tropicales avec des vents plus forts, de plus grosses pluies et de plus graves sécheresses. Ces effets sont déjà observés sur tous les continents, ce qui prouve que le changement climatique n'est pas pour le tourisme un phénomène du lointain avenir.

Deux des types de vacances les plus prisés sont d'ores et déjà touchés : le tourisme de plage et les sports d'hiver. Les stations balnéaires connaissent un recul de fréquentation à cause de fortes tempêtes ainsi que de la prolifération des algues et des méduses en raison de l'augmentation de la température de la mer au delà des valeurs normales. Les stations de ski doivent faire face au manque de neige et au raccourcissement de leur saison. De surcroît, ouragans, cyclones, inondations et sécheresses dévastateurs – s'accompagnant parfois de violents incendies de forêts – se sont tous produits plus fréquemment au cours des toutes dernières années.

Pour l'avenir, les perspectives sont bien plus sombres. Le secteur du tourisme va devoir se préparer à des menaces étroitement liées : l'élévation du niveau des mers, la perte d'étendue des calottes glaciaires, le moindre enneigement, le recul des glaciers et la progression de la désertification. Ce devrait être dans les régions ci-après que les destinations touristiques seront le plus touchées.

Petites îles et zones côtières à faible altitude

Les petites îles et les zones côtières à faible altitude sont le plus en danger sous l'effet de l'élévation du niveau des mers que cause la fonte des calottes glaciaires des pôles. Les scientifiques divergent sur l'importance de cette élévation mais ils nous avertissent qu'elle pourrait atteindre un mètre d'ici à la fin du siècle. Des endroits comme l'archipel des Maldives dont le tourisme explique la prospérité risquent de perdre des îles entières, ne serait-ce qu'avec une petite élévation du niveau des mers. Il est probable que le centre historique de Venise et les parties basses de Manhattan seraient également submergés, de même que la plupart des plages existant aujourd'hui.

Une augmentation très faible de la température des mers contribue aussi au tragique blanchissement des coraux, phénomène apparu il y a plusieurs années. La moitié des coraux des récifs des Caraïbes, par exemple, ont disparu depuis 2005 à cause de leur blanchissement et la situation ne peut qu'empirer. Avec une augmentation de seulement 3 °C de la température des mers, la majorité des récifs de corail du monde disparaîtrait et avec elle les myriades de poissons aux couleurs vives et autres animaux marins qui y ont leur habitat. Les récifs autrefois pleins de vie entourant l'île de Bali, par exemple, sont en péril, en partie à cause de la hausse de la température des mers et du blanchissement des coraux. Il est triste de constater que les récifs du parc national de Bali Barat, visités par plus de 20 000 touristes en 2000, n'en ont attiré que 3 100 l'an dernier.

Montagnes et glaciers

Les glaciers reculent partout dans le monde. Ainsi, dans les Alpes, la mer de Glace à proximité de Chamonix a reculé de 120 mètres au cours des cent dernières années. Le parc international de la paix Waterton-Glacier, situé aux confins du Canada et des États-Unis, risque de perdre bientôt ses principaux atouts. Même dans l'imposante chaîne de l'Himalaya, les scientifiques prédisent que les glaciers du Tibet pourraient avoir disparu d'ici à 2100.

Les enjeux sont énormes pour le tourisme des sports de neige et d'hiver. En Europe, il existe plus de six cents stations alpines qui rapportent plus de 50 milliards d'euros par an. En Autriche, par exemple, le tourisme de montagne représente 4,5 % du PIB. Certaines stations connaissent déjà moins de chutes de neige et elles ont de plus en plus recours aux canons à neige, qui nuisent à l'environnement. Des études démontrent qu'une hausse de la température inférieure à 2 °C aurait pour effet de faire perdre aux Alpes du Nord quarante jours d'enneigement sur les cinq mois dont elles bénéficient à l'heure actuelle. Avec une saison plus courte et la nécessité de monter à de plus hautes altitudes pour pratiquer les sports d'hiver, l'Allemagne perdrait 60 % de ses possibilités dans ce domaine dans les Alpes bavaroises.

Afrique subsaharienne

La progression de la désertification, en particulier en Afrique subsaharienne mais aussi en Asie centrale, se produit là où l'eau est rare ou l'alimentation en eau, irrégulière. Au Kenya, le lac Nakuru – dont les immenses populations d'oiseaux attirent les touristes – souffre déjà d'un apport d'eau insuffisant. D'après les projections, dans la Tanzanie voisine, les célèbres neiges du Kilimandjaro auront complètement disparu en 2020 au plus tard. Là où le désert avance, les forêts reculent, de même que l'habitat de la faune et de la flore sauvages. En Afrique, on constate déjà une diminution spectaculaire du nombre de lions, d'éléphants et de rhinocéros, ce qui fait baisser le tourisme de safari. Le rapport du GIEC estime que de 20 à 30 % des espèces animales et végétales risquent l'extinction si la température augmente de 1,5 à 2,5 °C.

Simultanément, le couvert forestier est en voie de disparition rapide en Afrique tropicale ainsi qu'en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est. Ces trois dernières années, le monde a perdu 3 % de son manteau forestier tropical et, en outre, d'après les estimations, treize millions d'hectares – l'équivalent de la superficie de la Grèce – partent en fumée chaque année. Cela réduit encore les habitats des animaux et provoque davantage d'émissions de carbone tout en limitant la capacité de la Terre d'absorber naturellement le CO₂ de l'atmosphère grâce à la photosynthèse qui a lieu dans les forêts.

Même s'il se peut que ces modifications de l'environnement soient progressives et qu'au début, elles soient à peine visibles, les changements de comportement des touristes seront probablement plus rapides et il faut aussi les prévoir. Se détournant des régions tropicales actuellement préférées, les flux touristiques se déplaceront vraisemblablement vers de plus hautes latitudes. Pareillement, en montagne, les touristes pratiquant les sports d'hiver iront vers des altitudes plus élevées.

Au fur et à mesure de leur sensibilisation au problème du changement climatique, les consommateurs tiendront de plus en plus compte des émissions de GES lorsqu'ils prendront des décisions concernant leur mode de vie, telle celle relative à leur destination de vacances. Ils devraient ainsi prendre davantage de jours de leurs congés près de leur lieu de résidence ou se rendre dans des destinations accessibles par les moyens de transport le moins polluants comme le train.

Certes, les destinations du tourisme lointain – surtout les îles qui ne sont accessibles que par les airs – seront particulièrement vulnérables à cette nouvelle sensibilité des consommateurs mais celle-ci ouvrira d'innombrables possibilités pour de nouveaux produits touristiques à composante aidant à protéger l'environnement, tels que la visite à Chengdu du Centre d'étude du grand panda de Chine, la participation à l'étude des populations de poissons de la Grande Barrière de corail en Australie ou la reconstitution des forêts en Amérique latine.

Quels que soient les résultats en matière d'environnement, on ne peut pas considérer le tourisme isolément. Le changement des caractéristiques de la demande se répercutera sur les politiques économique et sociale, tout spécialement en matière d'emploi. Les réactions en chaîne influenceront d'autres secteurs liés indirectement au tourisme, tels l'agriculture et le bâtiment, ainsi que les petites entreprises, notamment de restauration et d'artisanat, qui dépendent des touristes pour leur survie.

S'adapter au nouvel environnement

Même si le changement climatique est déjà en cours et qu'il faudrait jusqu'à un siècle pour que les émissions de carbone actuellement dans l'atmosphère se dissipent, il n'est pas trop tard pour agir. La réduction des gaz à effet de serre déterminera la gravité du réchauffement mondial dans les décennies à venir. Ne pas limiter maintenant les émissions serait catastrophique pour la planète. Les scientifiques croient que pour stabiliser tout à fait l'atmosphère, il faudra réduire de 70 % les émissions de GES partout dans le monde.

Ne pas s'adapter au nouvel environnement serait tout aussi catastrophique pour le secteur du tourisme. Ce dernier n'a pas toujours réagi aussi vite lorsqu'il était confronté au changement. De nombreuses agences de voyages ont disparu faute de s'être adaptées à la réalité des ventes en ligne et des Administrations nationales du tourisme ont souvent fait preuve de lenteur pour tirer parti au maximum des possibilités qu'offre leur site sur la Toile.

Or, les touristes potentiels modifient leurs préférences beaucoup plus rapidement et ils exigent dès à présent des formules de vacances nuisant moins au climat et résistant à son changement. Les professionnels du secteur doivent commencer à créer des produits touristiques à faibles émissions de carbone. Les destinations doivent accentuer la diversification de leur offre touristique avec un grand choix d'activités en salle et de plein air pour pallier les caprices de la météo.

L'OMT pense que, grâce aux techniques, notamment de rendement énergétique, beaucoup peut être fait pour réduire les émissions de carbone du secteur sans bouleverser les habitudes actuelles de voyage. En général, les solutions consistent à économiser l'énergie, à améliorer le rendement énergétique, à utiliser des carburants de remplacement et à compenser les émissions de carbone.

Économiser l'énergie et améliorer le rendement énergétique

En tête de liste figure le besoin d'avions et de véhicules à moteur utilisant plus efficacement le carburant. Des mesures d'encouragement et une législation sont nécessaires pour inciter le secteur des transports à construire des avions et des voitures brûlant moins de combustible fossile. L'OMT appuie l'incorporation du transport aérien au système d'échange de droits d'émission de l'Union européenne afin d'accélérer l'adoption de nouvelles techniques d'économie de carburant.

Pour limiter la consommation de carburant, le secteur des compagnies aériennes peut appliquer plus facilement d'autres mesures telles que le maintien des avions au sol moins longtemps, l'accroissement du coefficient de remplissage et la réduction de la desserte des routes moins prisées.

Il importe toutefois de noter que l'immense majorité des émissions de GES par l'aviation se produisent dans trois couloirs aériens principaux reliant l'Europe à l'Amérique du Nord, l'Europe au Japon et l'Amérique du Nord au Japon. La diminution du nombre des vols Nord-Sud assurant la desserte des pays pauvres pourrait avoir un impact négatif sur la croissance économique du monde en développement.

Alors que l'introduction de nouvelles techniques dans l'industrie aéronautique peut prendre des décennies en raison de la longue durée de vie utile d'un avion, l'industrie automobile s'adapte plus vite. Il ressort d'une étude de l'OMT que l'adoption de nouvelles techniques économisant le carburant dans la seule industrie automobile pourrait réduire de 7 % les émissions du secteur touristique.

Dans les hôtels et dans d'autres types d'établissements d'hébergement, il est possible de réduire les émissions en construisant des bâtiments ayant un meilleur rendement énergétique et en utilisant des appareils plus économes en énergie. Les entreprises existantes peuvent prendre des mesures comme la limitation de l'usage de la climatisation, l'amélioration de l'isolation et l'utilisation d'ampoules à basse consommation.

Les touristes eux-mêmes peuvent améliorer leurs émissions moyennes de GES par jour ou leur « empreinte carbone » pendant leurs congés en séjournant plus longtemps dans la destination, au lieu de faire des escapades, et en étalant ainsi efficacement sur un plus grand nombre de jours les émissions de gaz entraînées par leur déplacement.

Utiliser des carburants de remplacement

Presque toutes les sources d'énergie renouvelable sont utiles au tourisme : énergie éolienne, énergie solaire, énergie géothermique, énergie marémotrice, biocarburants et énergie nucléaire. Le passage à l'énergie solaire dans les destinations tropicales, ensoleillées, peut devenir rentable en seulement deux ans et il contribuerait à réduire les émissions de GES du secteur touristique. Le groupe hôtelier Accor, par exemple, projette d'équiper de panneaux solaires deux cents de ses établissements de par le monde au cours des trois prochaines années.

Le Brésil et les États-Unis ont été à l'avant-garde du recours aux biocarburants, obtenus de produits agricoles renouvelables comme la canne à sucre, le maïs, la betterave et l'huile de tournesol. Ces biocarburants se répandent désormais dans d'autres parties du monde. L'Union européenne a décidé qu'ils devraient alimenter les moteurs des voitures à hauteur de 10 % d'ici à 2020.

Néanmoins, l'utilisation de cette source d'énergie est une arme à double tranchant et ne peut pas être considérée comme une panacée. Outre les émissions de GES qu'entraînent l'agriculture ainsi que le traitement et le transport des biocarburants, les plantes à cultiver pour obtenir la biomasse végétale voulue requièrent de vastes espaces. Les champs qui y sont consacrés sont créés au détriment des forêts, notamment des forêts vierges sous les tropiques, ce qui réduit la biodiversité et qui, peut-être, augmente l'effet de serre contre lequel ces biocarburants sont censés lutter.

Compenser les émissions de carbone

Les échanges de « crédits de carbone » pour compenser les émissions ne pouvant être maîtrisées sont une solution intéressante qui mérite d'être étudiée par le secteur touristique. Le système de compensation ne réduit pas les émissions de GES par des économies de carburant ou par le recours à une autre énergie mais il permet à un individu ou à une entreprise de contribuer à la protection de l'environnement en achetant des crédits qui compensent les émissions qu'entraîne un voyage ou une activité. L'objectif est de progresser vers l'absence d'émission nette de carbone.

Les crédits de carbone servent d'ordinaire à planter des arbres, à investir dans la recherche sur les énergies renouvelables ou à soutenir des projets de réduction des émissions. Les touristes peuvent aussi pratiquer tout seuls la compensation des émissions de carbone, de même qu'ils peuvent établir un plan d'économies d'énergie pour leurs vacances. Par exemple, quelqu'un pourrait décider de se rendre désormais à son travail en utilisant les transports en commun au lieu de sa voiture, puis partir en congés avec la conscience tranquille.

Les États membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) travaillent actuellement à la mise au point d'un système mondial d'échanges de droits d'émission. En outre, l'OACI commence à élaborer un système normalisé d'évaluation des émissions de carbone en fonction du type d'avion, de la route aérienne et de la classe de voyage, ce qui aiderait à déterminer avec précision le niveau de compensation nécessaire pour chaque vol.

La compensation des émissions de carbone reste une solution controversée parce qu'elle fait passer la responsabilité du fournisseur au consommateur et qu'elle diminue la pression sur l'industrie pour trouver des solutions durables aux causes réelles du réchauffement de la planète.

Cela dit, pour le secteur du tourisme, il n'existe pas de solution unique. Pour être efficace, il faut adopter avec sérieux toutes les mesures d'économies d'énergie possibles et les appliquer au mieux dans l'ensemble de cette branche d'activité.

Réagir avec la communauté internationale

Mettre en place des mesures concrètes et efficaces visant à faire face au changement climatique constitue un défi qui requiert la participation de tout le secteur du tourisme. Le rôle de l'Organisation mondiale du tourisme n'est pas de faire pression dans l'intérêt des professionnels mais, au contraire, de faire office de rassembleur et de catalyseur en nouant des liens à ce sujet avec la communauté internationale et en réunissant les professionnels pour trouver les bonnes solutions.

Le changement climatique n'est pas un problème nouveau pour l'OMT. Elle a commencé à s'y intéresser en participant, à Rio en 1992, au sommet de la Terre, qui déboucha sur la Convention-cadre sur les changements climatiques et qui conduisit ensuite au protocole de Kyoto.

Plus récemment, en 2003, l'OMT convoquait la *Première Conférence internationale sur le changement climatique et le tourisme* à Djerba, en Tunisie. La Déclaration de Djerba, résultat des débats, lançait un appel aux gouvernements et à l'ensemble du secteur touristique pour qu'ils prennent des mesures efficaces afin de réduire l'impact du réchauffement de la planète.

Depuis la conférence de Djerba, l'OMT est devenue membre à part entière du système des Nations Unies. De leur côté, les Nations Unies se sont vu confier la responsabilité principale de diriger l'action mondiale face au changement climatique.

Il a été demandé à l'OMT de soumettre les mesures du secteur touristique face au réchauffement de la planète à la *Conférence des Nations Unies sur le changement climatique* qui se tiendra du 3 au 14 décembre prochain à Bali, en Indonésie. Pour s'y préparer, l'OMT a pris plusieurs initiatives.

1) La *Deuxième Conférence internationale sur le changement climatique et le tourisme* a été convoquée à Davos, en Suisse, du 1^{er} au 3 octobre. Le but est de mettre à jour la Déclaration de Djerba en étudiant les effets du réchauffement de la planète sur le tourisme et en discutant d'éventuelles mesures d'atténuation du phénomène dans chacun des sous-secteurs de l'activité touristique.

2) Un *Sommet des ministres du Tourisme* aura lieu le 13 novembre au World Travel Market de Londres afin de parvenir à un consensus politique et à un engagement sur un plan d'action à transmettre aux Nations Unies.

3) Il sera consacré un débat au changement du climat à la *dix-septième session de l'Assemblée générale de l'OMT*, qui se déroulera du 22 au 29 novembre à Cartagena de Indias, en Colombie.

4) Une nouvelle étude de l'OMT, *Climate Change and Tourism: Impacts, Adaptation and Mitigation*, est en cours de préparation par une équipe internationale d'experts en coopération avec le PNUE et l'OMM.

5) Sur la Toile, il a été créé en anglais un *service d'échanges d'informations sur le climat et le tourisme* (www.unwto.org) pour permettre aux spécialistes, aux fonctionnaires du tourisme et au grand public de partager leurs dernières constatations et conclusions.

L'OMT espère que toutes ces initiatives déboucheront sur l'élaboration d'une série de recommandations à l'intention de tous les différents acteurs du secteur du tourisme : les gouvernements, les organismes de gestion des destinations, les entreprises de transport, dont les compagnies aériennes, et les constructeurs automobiles, les entreprises touristiques du secteur privé comme les voyagistes et les hôtels, et les touristes eux-mêmes.

Il est mis un soin particulier à faire en sorte que les recommandations soient aussi équitables que possible et qu'elles ne mettent pas en péril les jeunes secteurs touristiques du monde en développement.

Vu l'immense potentiel qu'a le tourisme de contribuer à faire reculer la pauvreté et comme ce sont principalement les pays industrialisés qui ont provoqué le réchauffement de la planète, il se peut que les mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre soient appliquées avec plus ou moins de rigueur dans les différentes régions du monde. Le but est d'adopter une *approche globale* pour s'attaquer au problème du changement climatique tout en permettant au tourisme de continuer à contribuer concrètement à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des autres objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies.

L'OMT est convaincue que le potentiel qu'a le secteur du tourisme de réduire les émissions de gaz à effet de serre est énorme, parce que les efforts destinés à faire baisser la consommation d'énergie n'en sont encore qu'à leur début et que, jusqu'à présent, ils ont été entrepris sans vision globale. Compte tenu de la rapidité de la croissance du tourisme, le besoin d'élaborer une vision globale et de la mettre en œuvre est particulièrement urgent.